PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

14e CIRCONSCRIPTION DU NORD — 1re CIRCONSCRIPTION DE DOUAI

Citoyennes, Citoyens !

A l'heure où tant d'hommes politiques, à l'affût de « slogans », à défaut de programme, parlent de renouveau, de rajeunissement, de changement d'étiquettes et d'élus représentatifs, le **Parti Socialiste** affirme que les solutions ne sont pas là.

Certes, les Institutions n'étaient pas parfaites et elles devaient, tôt ou tard, être révisées.

Il devenait impossible, au nom de la démocratie, de conserver des méthodes qui privaient le Pays de Gouvernement et les Gouvernements d'autorité.

La démocratie à ce stade devenait une caricature.

LA DÉMOCRATIE CE N'EST PAS CELA

La délégation de pouvoirs que les élus reçoivent du suffrage universel ne doit pas aboutir à l'affaiblissement de la République.

ELLE ALLAIT A LA DÉRIVE

Si elle n'a pas sombré, si elle est aujourd'hui convalescente, sur la voie de la guérison, c'est bien grâce à deux facteurs déterminants : **la présence de DE GAULLE à la tête du Gouvernement et la collaboration de Guy MOLLET.**

Sans la présence de ces deux hommes, la République ne pouvait être sauvée. Le Pays aurait connu les pires catastrophes, les plus grands déchirements et, sans doute, la guerre civile.

Le prestige réel et incomparable de l'un, l'audience, faite de raison et d'expérience, de l'autre, ont permis ce que l'on a appelé à l'Etranger le « miracle français ».

IL FAUDRA ENCORE DE LONGS MOIS POUR QUE LA FRANCE RETROUVE SON ÉQUILIBRE

Et ceux qui, aujourd'hui, se livrent à des jeux fantasques, puérils et vains, portent condamnation sans balayer devant leur porte, cherchent par des artifices à accabler les autres de leurs propres fautes, risquent de rendre inhabitable l'édifice, encore fragile, mis à notre disposition.

LES FAITS SONT DES FAITS

Le **Parti Socialiste** ne craint pas de confronter son action avec les faits Il souhaite trouver en vous des femmes et des hommes qui puisent des leçons dans la réalité, parfois très dure.

Sans forfanterie mais sans faiblesse, il est prêt à se soumettre à la critique souvent facile, apanage des hommes libres. Mais la critique serait-elle juste si elle englobait les uns et les autres, sans restriction aucune, dans une même réprobation.

Le **Parti Socialiste** a courageusement pris les responsabilités les plus lourdes, en 1956, dans une Assemblée où il ne disposait que de cent élus sur six cents.

Qui oserait affirmer que **Guy MOLLET** n'a pas rempli noblement son devoir, amélioré la condition du Monde du Travail, redonné confiance au Pays et lui retrouver une audience internationale à laquelle nous n'étions plus habitués.

Pendant 16 mois, il a su insuffler du sang nouveau à l'Economie nationale, sauver l'Algerie menacée et convoitée de partout et préparer, par d'audacieuses réformes, un avenir meilleur pour notre jeunesse.

Notre fidélité à l'égard des institutions républicaines n'a jamais pu être contestée. Elle a été parfaite et sans défaillance.

Quand, après de longues crises ministérielles, nos hommes, parmi les plus valeureux, entrèrent au Gouvernement, leur loyauté fut totale, sans d'autres exigences que le respect des engagements souscrits, sans d'autre prétention que de servir les travailleurs et le Pays.

Et, chaque fois, Robert LACOSTE, un homme courageux, un compagnon de la Résistance, fut maintenu à un poste délicat entre tous, souvent récusé par les censeurs agressifs que nous lui con naissons aujourd'hui.

La République, avec de tels hommes, conservait son plein sens. Elle était virile sans asservir l'esprit. Elle allait dans le sens de la vie et de la dignité sans affaiblir les droits de l'homme.

A l'heure du choix et des options, elle affirmait la primauté du travail.

Pacifiste, elle recherchait passionnément, mais sans faiblesse, les moyens de conjurer les dangers et, à cet effet, entretenait des rapports étroits avec tous ceux qu'un même destin unit et rapproche.

Fidèle à sa mission, elle préparait, avec une loi-cadre, la magnifique communauté des peuples libres associés que le Référendum du 28 Septembre dernier a consacré.

Compréhensive et attentive au lent cheminement des idées, elle avait reconnu la personnalité algérienne et décidé qu'après le silence des armes, des élections libres, dans le plein sens du terme, désigneraient des interlocuteurs valables avec qui elle pourrait définir les conditions nouvelles d'une vie commune.

Humaine et juste, elle avait largement amélioré la législation sociale et accordé aux Vieux Travailleurs une réparation amplement justifiée.

Une politique irréversible de Justice Sociale faisait franchir un nouveau pas vers la libération de l'homme.

Davantage de joie de vivre avec le plein emploi.

Davantage de liberté avec la prolongation des congés payés.

Davantage de perspectives avec les investissements rentables garantissant pour l'avenir le travail des jeunes.

Avec de tels hommes, la République, comme en 1936, avec Léon BLUM, SALENGRO et LEBAS, avait reconquis la confiance du Pays et le monde du travail y retrouvait sa place.

ILS N'EN VOULAIENT PAS

La Droite classique, les poujadistes et les communistes ont chassé **Guy MOLLET** et plongé, dès ce moment, le Pays dans l'Aventure.

Finie la stabilité ministérielle ;
Interrompue l'expansion économique !
Arrêté le freinage des prix !

LA CONCLUSION ÉTAIT INÉVITABLE

Le Pays désemparé a assisté passivement au déroulement des événements de Mai et approuvé, reconnu, dans son ensemble, l'héroïque position prise par le **Parti Socialiste POUR SAUVER LA REPUBLIQUE.**

Ne pas reconnaître cet effort, nier **que** la présence de **Guy MOLLET** au sein du Gouvernement **DE GAULLE** conditionnait le retour à une vie normale et préparait pour demain le libre fonctionnement des Institutions rénovées, c'est délibérément falsifier la vérité. Le but de ceux qui nient, qui tentent de s'approprier les mérites des autres est clair : faire élire une Chambre réactionnaire.

Ils veulent, sous des étiquettes les plus diverses et sous couvert de l'unité française, tromper le corps électoral.

MAIS, ON NE RÉSOUT PAS LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, FINANCIERS ET SOCIAUX A COUPS DE CLAIRONS.

Il faut les prendre résolument un à un et leur apporter des solutions raisonnables.

Le PARTI SOCIALISTE connaît les besoins de notre économie et son programme minimum de gouvernement est adapté aux circonstances.

Au pouvoir, il s'efforcera de le réaliser, fidèle aux engagements pris, insensible aux sollicitations et aux pressions d'où qu'elles viennent.

Citoyennes, Citoyens !

En vous proposant les Candidats :

André CANIVEZ

Candidat du Parti Socialiste S. F. I. O., et

Jean-Baptiste DAPVRIL comme Suppléant,

le Comité Electoral de la 1re Circonscription de Douai vous demande de lui faire confiance.

Interprête fidèle de votre volonté, votre élu saura, en conscience et avec dévouement, défendre notre belle Circonscription sans oublier les intérêts supérieurs de la Nation.

11-1958 Douai-Impr. Commerciale - G. SANNIER Dr

Vu : LES CANDIDATS.